

Hémicycle : Les anciens députés de la 6ème législature nostalgiques... ils demandent la dissolution du CNT

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 10 FEVRIER 2021

788

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

Une Transition coupée des réalités du Peuple



Accord pour la paix et la réconciliation nationale : Quand est-ce que les maliens vont arrêter de se mentir ?

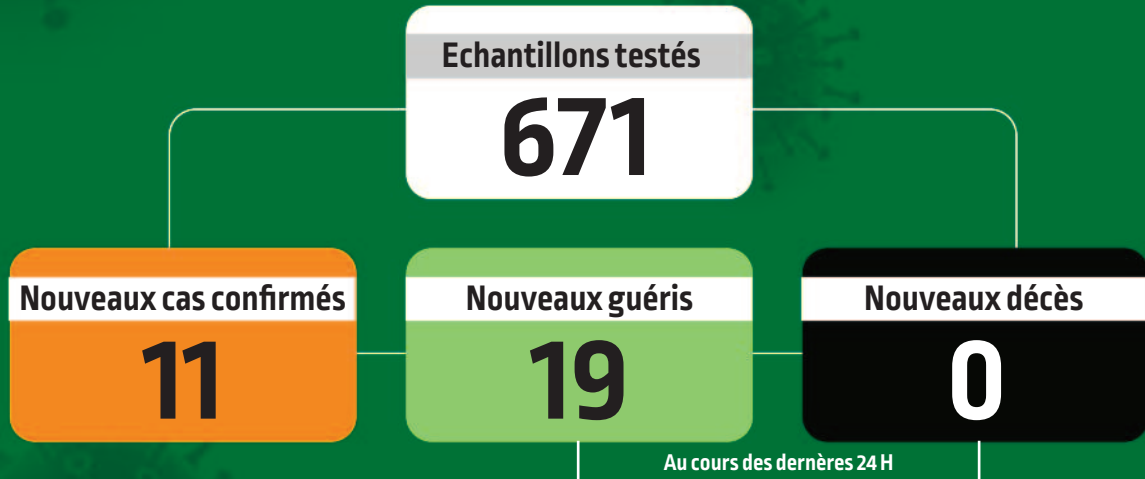


Versement de salaire aux membres du CNT : De la rumeur à l'intox

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au mardi 09 février 2021



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecté



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Une	Mali : Une Transition coupée des réalités du Peuple	P.5
Brèves	Fahad Ag Almahamoud : "Je ne crois pas que la tenue d'un CSA soit nécessaire à Kidal tant que le drapeau du Mali ne flotte pas sur la ville"	P.11
	Affaire SONKO au Sénégal : Conseil de guerre au ministère de l'Intérieur	P.11
	Mali : Barrick Gold a payé plus de 130 milliards à l'Etat en 2020	P.11
	Accord pour la paix et la réconciliation : Réunion décisionnelle sur le volet défense et sécurité	P.12
	Message vidéo diffusé à l'occasion de la journée internationale de la fraternité humaine - Le 4 février 2021	P.12
	Tchad : 14 opposants en détention après les manifestations contre un 6e mandat du président Déby	P.13
	Affaire SONKO : « Y'en a marre » met en garde le Procureur	P.13
Actualité	Sommet de l'UA : Le Mali s'engage pour une transition réussie	P.14
	Visite de terrain du nouveau PDG de la CMDT : « Mes décisions seront prises au bénéfice des paysans, des travailleurs et de l'Etat » dixit Nango Dembélé	P.15
	Accord pour la paix et la réconciliation nationale : Quand est-ce que les maliens vont arrêter de se mentir ?	P.17
Politique	Versement de salaire aux membres du CNT : De la rumeur à l'intox	P.19
	Hémicycle : Les anciens députés de la 6ème législature nostalgiques... ils demandent la dissolution du CNT	P.20
Culture & société	Tombouctou : Festival du Vivre Ensemble, un pari gagné avec l'appui de la MINUSMA	P.21
International	Côte d'Ivoire : Simone Gbagbo ne veut pas se laisser mettre sur la touche politique	P.23
	Présidentielle 2ème tour : Le RDR Tchandji et alliés tiennent un meeting de lancement de campagne à Tillabéri	P.25
Sport	CHAN 2021 : L'accueil triomphal pour les vice-champions d'Afrique	P.26



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Mali : Une Transition coupée des réalités du Peuple

C'est le ras-le-bol né de la mauvaise gouvernance du régime d'Ibrahim Boubacar Kéïta qui a suscité l'immense révolte du Peuple du Mali le 05 juin 2020 et mois suivants. Ce ras-le-bol était le résultat de l'accumulation des rancœurs et des déceptions contenues depuis 2014, date ayant marqué le début des dissensions entre la gouvernance d'Ibrahim Boubacar Kéïta (IBK) et la masse des Maliens qui l'avaient porté au pouvoir un an plus tôt. Ainsi, les journées des 10, 11 et 12 août 2020 peuvent être considérées comme les « Trois glorieuses » car c'était la première fois depuis Mars 1991, que les Maliens s'opposaient mains nues à la force de répressions armée faisant de nouveaux martyrs. Ces journées étaient le résultat du divorce entre le politique et le Peuple, entre l'État et le Peuple. Le 18 août 2020 est venu pour corriger ce divorce et établir un nouveau pacte entre l'État et le Peuple. Les militaires qui ont pris le pouvoir au nom du M5-RFP et du Peuple du Mali étaient pressentis pour jouer le rôle d'intercesseur entre les Maliens et l'État. Or depuis

bientôt six mois après la chute d'IBK, la Transition chemine seule au risque d'oublier celles et ceux par qui elle est arrivée au pouvoir. Dès que Assimi Goïta et ses camarades ont fini de mettre en place, tant bien que mal, les autorités de la Transition, ils semblent se satisfaire du travail qu'ils ont ainsi accompli. Ils pensent que le départ prématuré d'IBK suffit à lui seul pour réparer tous les torts causés au Peuple du Mali depuis des décennies. Sourds aux injonctions du M5-RFP, les militaires ne sont plus préoccupés que par la préparation des futures élections à l'issue de la Transition de dix-huit mois. Certes la remise du pouvoir à des civils proprement élus à la suite d'élections transparentes, libres et régulières est l'une des missions fondamentales assignées à la Transition malienne tant par la Conférence nationale que la CEDEAO. Cependant la moralisation de l'espace politique ne devrait point être négligée. En effet, il ne faut jamais perdre de vue comment le Mali en est arrivé là actuellement avec toutes sortes de crises qui menacent les fondements mêmes

de la Nation.

Car il ne servira à rien d'organiser dans un an des élections législatives et présidentielles si les bases actuelles d'organisation et de conquête du pouvoir restaient inchangées. La vérité est que le citoyen malien ne fait plus confiance aux politiques et se sent complètement abandonné par l'État. Depuis 1992, date de l'élection du premier Président démocratiquement élu au Mali, peu d'hommes politiques, peu de partis politiques ont pris un peu de leur temps et de leur énergie pour expliquer aux populations la signification de la démocratie. Il semble même que cela aurait pu être dangereux dans une certaine mesure. Maintenir le Peuple majoritaire et analphabète dans l'ignorance est le meilleur moyen de l'exploiter. Ainsi, pour la majorité des Maliens, la démocratie se résume au vote car c'est seulement à ces moments que les hommes politiques daignent quitter la capitale Bamako pour aller à la rencontre des électeurs qu'ils ne revisiteront qu'à la prochaine élection. Malheureusement ce vote qui est essentiel pour renouveler la classe politique n'est pas utilisé à bon escient.

Puisque la plupart des politiciens n'ont pas de programmes bien établis, ils se laissent aller à des promesses dont ils sont les premiers convaincus qu'ils ne les tiendront pas. Aussi, pour parer à cette insuffisance, l'argent rem-



place-t-il les programmes politiques. Corrompre les électeurs pour parvenir au pouvoir est devenu la règle démocratique. Or si l'on se fait élire grâce à son portefeuille, on n'est plus lié par aucun serment, aucune promesse, et c'est la bonne gouvernance qui en prend un coup. Ainsi donc, les rapports entre le Peuple et les politiques s'en trouvent totalement biaisés et la démocratie qui aurait dû être le moteur du développement du pays en devient le frein. Le Peuple, qui n'est pas exempt de tout reproche, en arrive à considérer toute personne comme des « poitikimogow », c'est-à-dire des hommes de peu de foi, portant ainsi un coup fatal à l'action politique. La base de l'action politique est la confiance.

Si les hommes politiques ne sont plus tenus par leurs promesses, alors les populations souffrent de toutes sortes de manques, à commencer par les services sociaux de base. En effet, la crise sécuritaire, et maintenant l'épidémie du Covid-19 aidant, les populations maliennes vivent de plus en plus dans des conditions infra humaines. Aujourd'hui, plus d'un million de nos compatriotes sont dans une situation d'insécurité alimentaire grave et des centaines de milliers d'autres sont devenus des réfugiés totalement démunis et loin de la terre de leurs ancêtres. Ces populations et beaucoup d'autres encore n'ont plus confiance en l'État et se sentent totalement abandonnées à leur sort. Il y a des années que des millions d'enfants ne connaissent plus les chemins de l'école, les menaces des terroristes ayant fait fuir les enseignants des zones non couvertes par l'administration et les forces de sécurité.

Aujourd'hui, l'État est doublement en crise au Mali. D'une part il est incapable d'assumer les responsabilités qui sont les siennes, d'autre part il n'a plus la confiance des populations.

Il faut dire que depuis l'indépendance du Mali en 1960, il y a continuellement un fossé qui se creuse entre les autorités et les citoyens. Car à l'administration coloniale s'est substituée une administration locale mais avec les attributs de la colonisation. Depuis 60 ans, les populations sont coupées des réalités du pouvoir qui est exercé par des Maliens noirs avec des mentalités de blancs. Ainsi il y a une minorité de Maliens qui vit avec toutes les commodités modernes à l'écart de la majorité qui ne cesse de s'appauvrir. Celle-ci ne comprend rien à la gestion de leur pays dans lequel elle se sent étrangère face à des dirigeants qui lui parlent constamment dans une langue qu'elle ne comprend pas et l'administrent avec des lois et textes venus d'au-delà des océans. Développer des citoyens sans leur participation, telle est la gageure de la politique au Mali. C'est pourquoi, si l'on veut que les 19 millions de Maliens mis à l'écart par la politique s'intéressent à elle, il convient de changer de politique. La première des choses à faire sera de

repenser complètement la nouvelle Constitution qui sera proposée au Peuple de manière que celle-ci soit ancrée dans nos cultures riches de plusieurs millénaires. Nous irons de l'avant ensemble si nous sommes nous-mêmes. Il ne sert à rien de vouloir conduire un peuple avec des pensées venues d'ailleurs. Ainsi la Transition devrait travailler à rapprocher les Maliens du pouvoir, à établir des relations de confiance indispensable à l'instauration du Mali nouveau. Car si les mêmes relations demeuraient, les mêmes qui ont détruit le Mali reviendraient au pouvoir à la fin de la Transition car ils possèdent les moyens matériels et humains nécessaires à la reconquête du pouvoir. Ce serait l'échec de la Transition et la porte ouverte à une instabilité permanente au Mali. Déjà les autorités de la Transition lancent des signaux négatifs qui laissent croire que le régime d'IBK n'est pas mort. La mise à disposition d'IBK d'un cabinet complet est un mauvais signal quand toute la lumière n'est pas faite sur les assassinats des 10, 11 et 12 août 2020 et que les responsabilités sur les détournements massifs de fonds sous sa gouvernance ne sont pas situées. Il est essentiel que les Maliens sachent ce qui s'est réellement passé pour que notre pays en soit arrivé là où il est actuellement. C'est seulement après que l'on pourra repartir sur de nouvelles bases et espérer reconstruire le Mali. Si la Transition échoue à cela, elle échouera en tout.

■ Diala Thiény Konaté



RFI Afrique

Depuis lundi, plusieurs sources ont indiqué la présence de François Bozizé dans le sud du Tchad. Il s'agissait en fait d'une rencontre qui devait avoir lieu entre l'ancien chef de l'État et des émissaires de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Mais au final, l'ancien président centrafricain a préféré envoyer des émissaires.



Au Mali, un nouvel accord de paix a été signé, dimanche 7 février, dans le cercle de Bankass, dans le centre du pays. Il concerne les communautés dogon, dafing et peulh, de sept communes. C'est le quatrième accord de paix signé dans la partie exondée de cette région du Mali, depuis juin 2020, grâce entre autres, à la médiation de l'ONG Centre pour le dialogue humanitaire.



YERI Bocoum

YBC/YB : URGENT
Un Accident à fana. Pas de perte en vue humaine à suivre...
Balanzan info web TV



YBC/YB

Toujours dans le cadre de sa prise de contact avec ses hommes, le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE s'est rendu ce matin successivement au commissariat de Police du 1er, 3ème, 6ème, 8ème et 17ème arrondissements de Bamako. L'objet de cette visite était de s'enquérir des conditions de travail des hommes déployés dans les différents commissariats. En effet, le Directeur Général a exhorté les différents chefs au travail et à renforcer la sécurité au niveau de leurs secteurs de compétence respectifs. Il a aussi insisté sur la rigueur, le professionnalisme et la disponibilité dans le travail. Le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE a salué les Chefs d'unité pour leur capacité dans la lutte contre l'insécurité. « Vous serez jugés en fonction de vos résultats » a-t-il dit.

Le premier responsable de la police a instruit aux hommes de respecter le délai de garde à vue et il a demandé au Directeur du Personnel Finance et Matériel de tout faire pour mettre les éléments dans les conditions idoines.

Au cours de cette visite, le DG de la Police a constaté le mauvais état de certains matériels de travail. « Je ferai tout pour que vous puissiez être dans de bonne condition de travail afin d'assurer les missions » a-t-il martelé.

Le contrôleur Général Soulaïmane TRAORE a invité les chefs d'unité à redoubler d'effort pour renverser la tendance et ainsi assurer la quiétude des citoyens à travers la réinstauration d'une police de proximité plus efficace. « Il faut que la Police soit le cauchemar des délinquants » a-t-il déclaré.

Il a également invité les hommes à la vigilance et au respect des mesures barrières face à la flambée de la Covid-19.

La visite du DG de la Police s'est coïncidé avec l'interpellation de deux bandits en possession d'un important lot de drogue (kuch) d'une valeur de 25.000.000 de Fcfa par le 3ème arrondissement. Les hommes du Commissaire Principal Sadio dit Konon TOMODA ont aussi saisi un important lot de machett



RFI

Le président américain s'est laissé aller à une confession de taille : Il souhaiterait que son prédécesseur Donald Trump n'ait plus accès aux



rapports des renseignements. C'est pourtant un privilège courtis accordé à tous les anciens présidents ; Joe Biden trouve que ce ne serait pas prudent étant donné le comportement parfois imprévisible de Donald Trump.



Liyang Zhu

Nouvel accord de coopération économique : 4,5 milliards de FCFA offerts par le gouvernement chinois. Les projets seront définis ensemble par les deux parties. Vive l'amitié Chine-Mali!



L'ESSOR

De l'opération « Bourrasque » d'octobre 2020 à «Éclipse» en janvier dernier, l'alliance franco-sahélienne regroupant la Force française Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel ont neutralisé de centaines de terroristes et saisi de nombreux équipements



CANAM - MALI



Dans le cadre de ses visites de courtoisie auprès des partenaires de la CANAM, le nouveau Directeur Général, Médecin Général Boubacar Dembélé s'est rendu avec quelques collaborateurs à l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).

Le Directeur Général de l'ANAM Dr Amadou Traoré s'est dit honoré de cette visite en assurant que sa collaboration et contribution ne feront défaut.

Conscient de l'importance et la sensibilité de la protection sociale, les deux structures à travers les deux DG n'ont pas "le droit d'échouer" assure le Dr Traoré

Il a relevé les gros défis à surmonter et n'a pas manqué de faire une brève présentation de l'ANAM.

Pour sa part, le Directeur Général de la CANAM a renouvelé son souhait de renforcer la collaboration entre les deux responsables et entre techniciens d'autre part.

A cet égard, des rencontres périodiques sont à envisager.

En prenant congé, le Directeur Général de l'ANAM a tenu à rassurer son hôte en affirmant que le "RAMED est la sœur de l'AMO".

RAMED (Régime d'Assistance Médicale).

SERCOM/CANAM



LE PAYS DOGON

#UN SITE À DEVELOPPER POUR LE BIEN DU MALI.

#L_Usine_De_Thé_du_Farako

Tout le monde sait qu'au Mali, l'on consomme énormément de thé.

La préparation du thé est presque un rituel. Ce que l'on sait moins c'est que l'on cultive des théiers au Mali et plus précisément à Farako, dans la région de Sikasso, depuis les années 60.

Une usine de thé est même née d'un partenariat avec la Chine quelques années après l'indépendance (1972).

Elle a été gérée pendant un temps par les Chinois (seuls au début puis avec les nationaux, d'après ce que j'ai lu). D'ailleurs, en visitant l'usine, on peut remarquer des caractères chinois sur les étiquettes des machines. En 2005, un Malien l'a rachetée malheureusement il



a rencontré beaucoup de difficultés. Il semblerait que depuis 2009, l'usine ne produise plus. En tout cas, quand on est sur les lieux, on a vraiment l'impression que le temps s'est arrêté. C'est vraiment dommage que l'on ait ce type d'unités industrielles et que l'on soit obligé d'importer le thé.

Faites-y un tour, si vous êtes du côté de Sikasso. Vous rencontrerez peut être Tiékoro, un petit garçon de 7 ans maximum, fils du gardien des lieux. Très intelligent, il s'est amusé à nous guider dans l'usine et s'est même essayé à l'explication du processus de transformation. Malheureusement, il n'est pas scolarisé...

Le temps s'est vraiment arrêté dans cette usine.

Source : Les aventures de CK

Nous pensons qu la rehabilitation de cette usine doit être une priorité des autorités



Radio Guintan

Assassinat à Gao: Mr Abdoulaye Kaba Kone directeur du GIE a été assassiné à son domicile à Gao chateau.

C'était le lundi 08 février 2021.



Réseau Scolaire



« Si vous voulez réussir, acceptez de souffrir aujourd'hui pour vivre heureux demain. »

Le chemin qui mène vers la Réussite, est remplie de combats.

Tout au long de votre marche vers la Réussite, vous rencontrerez des gens qui vous feront douter, des gens qui vont vous combattre vous et vos idées, et vos projets, des gens qui vont toujours vous critiquer. Aussi des gens qui surtout chercheront à détruire vos rêves mais ne vous laissez pas faire.

Le plus important c'est de voir ce qui vous attend à la fin.

Souffrir a l'extrême se n'est pas mourir.

Tant que il y a la vie, il y a toujours de l'espoir.

Si vous voulez réussir, acceptez de souffrir aujourd'hui pour vivre heureux demain.



Bouba Fané



Sur invitation de l'Ambassadeur du Qatar accrédité au Mali, son Excellence M.Ahmed Abdulrahman M. AL-SEINADI, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle M.Mohamed Salia

Touré a pris part à la célébration de la Journée Nationale du Sport du Qatar, ce mardi 09 février 2021 dans le jardin de la chancellerie de ladite Ambassade sise à sebenicoro.

A cette occasion, il était avec ses collègues Ministres de la Jeunesse et du Sport M. Mossa Ag Attaher, de la Sécurité et de la Protection Civile Colonel Modibo Kone et des Affaires Religieuses et du culte Dr. Mahamadou Kone.

#MEFP

#COOPERATION

#MALI_QATAR

#JOURNEENATIONALELUSPORTDUQATAR



African Heroes



Jesse Owens est un athlète américain considéré comme le premier sportif noir de renommée internationale, et comme le meilleur sprinteur de l'entre-deux-guerres.

Aux Jeux olympiques d'été de 1936, qui se déroulent au Stade Olympique de Berlin, Jesse Owens remporte quatre médailles d'or, sous les yeux désabusés d'Adolf Hitler.

Quadruple médaillé d'or lors des Jeux olympiques d'été de 1936 à Berlin, il a par ailleurs amélioré à plusieurs reprises les records du monde du 100 mètres, du 200 mètres et du saut en longueur, discipline dans laquelle sa performance de 8,13 mètres réalisée en 1935 resta inégalée durant plus d'un quart de siècle.

Il a marqué son temps dans une Allemagne nazie, et une Amérique ségrégationniste.

Un géant inspirant



Gardien du Temple



YELEMA : "MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2022"

L'ancien Président de la République Ibrahim Bou-

acar KEÏTA dans le pétrin. Il est sommé de verser 6 milliards de FCFA au trésor.

Source : Mali-actu



Aida Haidara



URGENT : les autorités de la transition tentent d'intimider le journaliste Abdoul Niang.

Ce matin, une plainte du Gouverneur Baye Konate a été déposée contre lui pour des motifs ridicules et incroyables. Il s'agit de la deuxième plainte en moins d'un mois contre la même personne.



Hamza b Sow
@HamzabSow1

Bouba Keïta fils du président IBK a pu quitter Bamako. Pour infos, il était interdit de sortir depuis le coup d'état contre le président IBK.



Fahad Ag Almahamoud : “Je ne crois pas que la tenue d’un CSA soit nécessaire à Kidal tant que le drapeau du Mali ne flotte pas sur la ville”



Le comité de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale tiendra sa prochaine rencontre à Kidal. Cette initiative divise les différentes parties prenantes de l'accord. Si la Coordination nationale des mouvements de l'Azawad (CMA) soutient que la tenue du CSA à Kidal permettrait de convaincre les populations à adhérer au processus de paix, la plateforme estime qu'il n'est pas opportun de tenir le CSA dans une localité où l'accord est violé tout le temps. “Je ne crois pas que la tenue d'un CSA soit nécessaire à Kidal tant que le drapeau du Mali ne flotte pas sur Kidal, tant que le CSA n'est pas sécurisé par les forces armées maliennes le CSA ne doit pas se tenir sur un territoire du Mali sous la sécurité d'un mouvement” a indiqué Fahad Ag Mahamoud porte-parole de la plateforme

Mali : Barrick Gold a payé plus de 130 milliards à l'Etat en 2020

Barrick Gold Corporation, le complexe minier Loulo-Goukoto (commune de Kéniéba, région de Kayes), au Mali, a payé des dividendes cumulés de l'ordre de 240 millions de dollars en 2020, soit plus de 130,8 milliards FCFA.

Selon Mark Bristow, président et directeur exécutif de Barrick Gold Corporation, le complexe minier Loulo-Goukoto (commune de Kéniéba, région de Kayes), a produit au cours de l'année 2020, 680,215 onces d'or, dépassant ainsi ses prévisions de l'année malgré la Covid-19. Ainsi, la société minière a payé des dividendes cumulés de l'ordre de 240 millions de dollars en 2020, soit plus de 130,8 milliards FCFA.

« Loulo et Goukoto ont déclaré et payé des dividendes cumulés de l'ordre de 240 millions de dollars en 2020 (plus de 130,8 milliards FCFA). Au cours des 24 dernières années, Barrick et sa société historique Randgold Resources ont contribué à l'économie malienne à hauteur de 7,7 milliards de dollars (4 200 milliards FCFA) sous forme d'impôts, de redevances, de salaires et de paiements aux fournisseurs locaux. Sa contribution annuelle représente entre 5 et 10% du PIB (Produit intérieur brut) du pays », a indiqué Mark Bristow.

Selon les responsables de la mine d'or située dans l'Ouest du Mali, les deux mines souterraines existantes, Yalea et Gara, seront bientôt aug-

Affaire SONKO au Sénégal : Conseil de guerre au ministère de l'Intérieur



Les autorités, qui semblent avoir été surprises par la réaction des partisans d'Ousmane SONKO qui ont mis le feu hier à Dakar, ont pris des dispositions. Selon le quotidien l'Enquête, une réunion s'est tenue au ministère de l'Intérieur jusque très tard dans la nuit du lundi au mardi. Ont pris part à la rencontre, des responsables de la Gendarmerie nationale, de la Police ainsi que d'autres entités. Si le journal ne révèle pas la teneur de la réunion, on peut, toutefois, penser que c'était en relation avec les événements de ce lundi. Selon toujours le canard, après cette réunion, aux relents de conseil de guerre, il est attendu une sortie du procureur de la République. Comme avec les affaires Karim WADE et Khalifa SALL, Serigne Bassirou GUEYE pourrait faire une sortie pour évoquer le dossier et ainsi enfoncer le leader de PASTEF.

WALFNet



mentées par une troisième lorsque la mine souterraine de Goukoto livrera ses premières tonnes de minerais, prévues pour le deuxième trimestre de cette année 2021.

Selon le président directeur général de Barrick Gold Corporation, le complexe Loulo-Goukoto a continué à soutenir et à développer les entreprises locales, dépensant plus de 375 millions de dollars (plus de 204,4 milliards FCFA) avec les entrepreneurs et fournisseurs locaux, rien qu'en 2020.

Par ailleurs, les responsables de la société minière ont fait savoir que Barrick Gold Corporation a contribué au Mali à hauteur de plus d'un milliard de FCFA de mars 2020 à nos jours dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Source : afrik

Accord pour la paix et la réconciliation : Réunion décisionnelle sur le volet défense et sécurité



Photo AMAP

La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger constitue l'un des axes stratégiques majeurs de l'action du gouvernement de Transition. Pour donner corps à cette volonté, nos autorités ne cessent de multiplier les démarches afin de soulager les populations en soif de paix, de stabilité et de développement. C'est dans ce contexte, après la récente visite de quelques membres du gouvernement à Kidal, qu'une réunion de niveau décisionnel des parties maliennes à l'Accord se tient depuis hier, sur les aspects de défense et de sécurité. Objectifs : harmoniser les compréhensions sur les aspects Défense et Sécurité de l'Accord et surtout de répondre partiellement et efficacement aux attentes des populations.

L'ouverture des travaux de cette rencontre de deux jours était présidée dans un hôtel de Bamako par le secrétaire général du ministère de la Réconciliation nationale, Attaher Ag Iknane, en présence du chef d'État-major général des Armées, le général Oumar Diarra et des représentants des mouvements signataires de l'Accord. Dans son intervention, le secrétaire général du ministère de la Réconciliation nationale a indiqué que l'Accord se présente comme un cadre de construction de l'édifice de paix dans notre pays, ouvrant aux acteurs de nouvelles perspectives de cohésion et d'échanges, de recherche de solutions justes à des problèmes communs. Et ce, afin de bâtir, selon Attaher Ag Iknane, une nation forte et réconciliée avec elle-même.

Rappelant l'engagement du gouvernement de Transition dans la mise en œuvre du document, le représentant du ministère de la Réconciliation nationale a signalé que le rétablissement de la stabilité et de la sécurité est gage d'un développement harmonieux. En vue de l'éradication de la pauvreté à travers l'accès pour tous aux services sociaux de base. « Il incombe aux experts de concilier en permanence le triptyque "paix-sécurité-développement" dans leurs approches », a fait savoir Attaher Ag Iknane. De son côté, le chef d'État-major général des Armées a exhorté les participants à faire de la réunion un point de repère important en termes d'avancées dans la mise en œuvre des questions de défense et de sécurité relative à l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Le général Oumar Diarra a par ailleurs annoncé la rentrée prochaine dans les centres de formation militaire de 451 ex-combattants, reconnus aptes à l'issue des opérations de rattrapage. « Ils seront bientôt intégrés dans les forces armées », a-t-il ajouté.

Au cours de cette rencontre, plusieurs thématiques sont débattues : le

Message vidéo diffusé à l'occasion de la journée internationale de la fraternité humaine - Le 4 février 2021



Je suis heureux d'accueillir la première Journée internationale de la fraternité humaine pendant la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle.

J'applaudis tous les États Membres qui ont coparrainé la résolution par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 4 février Journée internationale de la fraternité humaine, en particulier les Émirats arabes unis et l'Égypte qui ont cofacilité le processus.

Je suis également conscient de l'importance de la publication, en 2019, du « Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune ».

Co-signée par Sa Sainteté le Pape François et Son Éminence le Grand Imam d'Al-Azhar, le cheik Ahmad Al-Tayyeb, cette déclaration est un modèle d'harmonie interconfessionnelle et de solidarité humaine.

Je remercie ces deux chefs religieux d'avoir utilisé leur voix pour promouvoir le dialogue interconfessionnel et le respect et la compréhension mutuels entre toutes les nuances de foi.

En ces temps éprouvants, nous avons plus que jamais besoin de cet esprit.

Dans le monde entier, des discriminations profondément ancrées, des actes d'intolérance et des crimes de haine persistent à l'encontre de maintes personnes simplement en raison de leur religion ou de leurs convictions, de leur appartenance ethnique, de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

Ces actes ignobles sont un affront aux droits humains internationalement reconnus et aux valeurs des Nations Unies.

La diversité culturelle et la liberté de croyance constituent la richesse même de l'étoffe de nos civilisations.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

concept des "forces armées et de sécurité reconstituées", la définition des quotas (civils et militaire) et la gestion des combattants anciennement membres des forces armées et de sécurité.

Bembablin DOUMBIA

Tchad : 14 opposants en détention après les manifestations contre un 6e mandat du président Déby



Une dizaine d'opposants ont été incarcérés ce lundi et seront jugés pour avoir bravé une interdiction de manifester samedi, le jour de l'annonce de la candidature du chef de l'État à un sixième mandat, en vue de la présidentielle du 11 avril prochain. Ils réclamaient « une alternance au pouvoir » et davantage « de justice sociale », mais les rassemblements avaient été interdits.

Parmi les personnalités placées sous mandat de dépôt, on retrouve une figure de la société civile, Mahamat Nour Ahmed lbedou, secrétaire général de Convention tchadienne de défense des droits humains (CTDDH). Quant à Succès Masra, le leader du parti Les Transformateurs et l'un des opposants les plus virulents au régime, il s'est réfugié samedi à l'ambassade des États-Unis pour échapper à des policiers. Tôt ce lundi, la Commission nationale des droits de l'homme a tenté de convaincre l'opposant de sortir de l'ambassade où il se trouve depuis samedi. Succès Masra a opposé un refus, exigeant la libération de ses compagnons arrêtés. Les 14 manifestants interpellés samedi devaient être présentés en fin de matinée au procureur. Mais pendant qu'ils attendaient d'être auditionnés, un avocat a surpris des gendarmes en train de remplir des mandats de dépôt. Ce qui a provoqué une grosse colère dans les rangs des défenseurs des manifestants.

La tension est alors montée au sein du palais de justice obligeant le procureur à renvoyer les prévenus à la police sous les encouragements de nombreux soutiens. Ils ont été ramenés plus tard dans la journée pour être placés sous mandat de dépôt. Le procès de la marche interdite aura lieu lundi prochain.

Source : RFI

Affaire SONKO : « Y'en a marre » met en garde le Procureur



Depuis l'accusation de viol et de menaces de mort portée contre Ousmane Sonko par la masseuse Adjil Sarr, les réactions de l'opposition, de la société civile se multiplient. Le mouvement « Y'en a marre », n'est pas en reste.

Dans une déclaration, ledit mouvement s'insurge contre cette vague de violence et tient les autorités pour responsables.

« Y'en a marre constate depuis ce matin (Lundi) une forte présence policière devant le domicile de monsieur Ousmane SONKO, président du parti PASTEF, et un début de répression violente suivi d'arrestations de militants et sympathisants de ce dernier. Le mouvement met en garde les autorités étatiques contre toute instrumentalisation de notre pouvoir judiciaire à des fins politiciennes, dans le dossier judiciaire opposant Monsieur Ousmane SONKO à une citoyenne Sénégalaise », commence par indiquer Aliou SANE et ses camarades.

Poursuivant, les activistes mettent en garde le procureur de la République contre toute violation des droits du leader de PASTEF.

« En sa qualité de député du peuple, M. Ousmane SONKO bénéficie d'une immunité parlementaire qui astreint l'autorité judiciaire à se conformer à des dispositions prévues par la loi, pour l'auditionner », estiment-ils, « Y'en a marre » demande en même temps au Procureur de la République, de « faire cesser sans délai ce processus qui constitue une attaque inacceptable à notre Etat de droit », indiquent-ils.

Pour rappel, la journée d'hier, le domicile du leader de PASTEF a été le théâtre d'affrontements entre forces de l'ordre et militants dudit parti.

WALFNet

Sommet de l'UA : Le Mali s'engage pour une transition réussie

Lors de la 34^e conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'organisation continentale, les autorités maliennes ont fait le point du processus devant aboutir à des réformes majeures pour le pays et à des élections crédibles et transparentes

Dirigée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, président en exercice sortant de l'Union africaine (UA), l'ouverture des travaux du 34^e sommet ordinaire de l'organisation continentale s'est déroulée samedi matin, par visioconférence, contexte de la pandémie de Covid-19 oblige. Le président de la Transition, Bah N'Daw a pris part à ce sommet virtuel depuis le palais de Koulouba, en présence du Premier ministre, Moctar Ouane, du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Zeïni Moulaye ainsi que d'autres personnalités.

Le fait marquant de la journée de samedi a été l'élection du chef de l'État de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi nouveau président en exercice de l'UA, remplaçant le Sud-africain Cyril Ramaphosa. Moussa Faki Mahamat, seul candidat à sa succession à la

tête de la Commission, a été réélu pour un mandat de quatre ans. Rendez-vous majeur pour les chefs d'État et de gouvernement du continent, ce sommet a sans doute une « plus-value » pour le Mali eu égard au choix du thème pour 2021 : « Arts, culture et patrimoine : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons ».

Pour rappel, en 2020, l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita avait en effet été désigné par ses pairs du continent « Champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine ». Ce qui fera dire au Premier ministre, qui s'est exprimé au nom du président de la Transition, que le Mali est le pays leader pour le thème de l'année 2021.

À ce propos, Moctar Ouane a indiqué que malgré les changements intervenus à la tête de l'État malien au cours de l'année dernière,

notre pays est honoré et résolument engagé à poursuivre cette mission à lui confiée par la Conférence de l'UA. Afin de permettre au secteur des arts et de la culture d'être des vecteurs solides de la paix, de l'intégration, de la croissance et du développement de l'Afrique, le chef du gouvernement a lancé un appel aux États membres de l'Union de mettre en œuvre les dispositions pertinentes du paragraphe 5 de la décision 772 adoptée en février dernier. Celles-ci exhortent les États à allouer au moins 1% de leur budget national audit secteur à l'horizon 2030.

La réponse de l'Afrique à la Covid-19 figurait naturellement à l'ordre du jour de cette importante rencontre des dirigeants du continent. S'exprimant sur ce sujet, le chef du gouvernement a indiqué que le Mali prend la mesure de l'importance de la lutte contre la maladie et se réjouit de la création, à cet effet, du Fonds de lutte contre la Covid-19. Signe de son engagement dans ce combat, le Mali a apporté une contribution financière volontaire, respectivement au Centre africain de contrôle et de prévention des maladies et au Fonds d'intervention de l'Union africaine contre la Covid-19, pour un montant total qui avoisine un milliard de Fcfa.

SOLIDARITÉ AFRICAINE- Sur un autre registre, le Premier ministre a saisi cette occasion pour réitérer l'expression de sa reconnaissance à



l'UA et à ses États membres pour leur soutien multiforme à notre pays aux prises avec le terrorisme et affecté par les effets d'une crise sociopolitique. « Mon pays ne saurait être insensible à cette solidarité africaine et internationale qui l'engage résolument à œuvrer à une transition réussie avec le retour à l'ordre constitutionnel dans le délai imparti », a rassuré Moctar Ouane. Avant d'évoquer quelques chantiers importants du moment, en l'occurrence la mise en œuvre de profondes réformes politiques et institutionnelles, l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Du reste, le terrorisme, cette menace à la paix et à la sécurité internationale, reste une préoccupation majeure pour l'ensemble de notre continent, en particulier pour les pays du Sahel. Le terrorisme menace le fondement et l'existence de nos États et leurs institutions démocratiques. C'est pourquoi, le Premier ministre appelle à la mutualisation de nos moyens pour une synergie afin de « lutter de manière coordonnée et efficace contre ce fléau ».

Aussi, la crise multidimensionnelle que traverse le Mali a été aggravée par celle politique à laquelle s'est greffée la pandémie de la Covid-19. Cette situation, a déduit le Premier ministre, a eu des répercussions négatives sur le développement socioéconomique et culturel ainsi que sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Le chef du gouvernement a remercié les pays partenaires et amis du Mali pour leur appui constant en faveur du développement de notre pays. Singulièrement l'UA pour, notamment, la mise en place d'un groupe de soutien chargé de coordonner et d'harmoniser les efforts des partenaires afin de soutenir le gouvernement de Transition et le peuple malien dans un cadre conjoint et collaboratif.

Moctar Ouane a réaffirmé l'engagement des autorités du Mali à mener la Transition dans les délais requis et à souscrire à la mise en œuvre de toutes les décisions et recommandations qui seront issues du 34^e sommet de l'UA.

Massa SIDIBÉ
Source : Essor

Visite de terrain du nouveau PDG de la CMDT : « Mes décisions seront prises au bénéfice des paysans, des travailleurs et de l'Etat » dicit Nango Dembélé

A la tête d'une imposante délégation où figurent des administrateurs généraux, des membres du personnel de la direction et de filiales, du président intérimaire de la Confédération des Sociétés Coopératives de Producteurs de Coton (C-SCPC), Anfa Coulibaly ainsi qu'un représentant des différentes associations paysannes, le nouveau PDG de la Compagnie Malienne du Développement des Textiles, a effectué un périple dans plusieurs régions cotonnières. Sa visite visait à prendre contact avec les travailleurs et producteurs, visiter les usines d'égrenage et les magasins OP afin de s'enquérir de leur état. Nango Dembélé en a profité pour partager avec le personnel sa vision de management. Premier du genre depuis sa nomination, le périple l'a conduit à Ouélessébougou, Bougouni, Kadiolo, Woroni, Koutiala, Sikasso, Koumantou, Yorosso. Partout, devant les travailleurs, le nouveau PDG s'est exprimé avec le même leitmotiv : s'assurer que ses décisions sont à la fois bénéfiques pour les producteurs de coton, les travailleurs de la CMDT et l'Etat.



Pour le bon fonctionnement de l'entreprise, il a insisté sur le respect de la hiérarchie, le partage de l'information, le respect mutuel ainsi que la loyauté entre les cadres et vis-à-vis du PDG. Le PDG a également mis l'accent sur la qualité

des intrants agricoles, sa « première bataille » et un meilleur encadrement « condition sine qua non de la production ». Les abandons de poste d'encadreurs ne seront plus tolérés et entraîneront des sanctions proportionnelles, a-t-il ainsi prévenu.



Sur la crise du coton, le PDG s'est réjoui de la tenue des assises comme opportunité de diagnostiquer l'ensemble des problèmes liés au secteur. «J'ai hâte de prendre connaissance des recommandations des dites assises», a-t-il dit en formant le vœu, qu'elles vont consacrer une sortie de crise définitive. Les signaux sont déjà encourageants, a estimé le PDG, en se fondant sur la hâte des producteurs de se remettre au travail avec des conditionnalités comme les incitations en termes de prix d'intrants et de prix d'achat du coton.

–« **Nous avons de la chance et l'opportunité d'avoir un manager comme Nango Dembélé** », dixit le ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche

En présentant le nouveau PDG aux paysans, le ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, Mohamed Ould Mohmoud, a insisté quant à lui sur la chance et l'opportunité pour eux ainsi que pour le Mali de profiter du management de Nango Dembélé. «Nous connaissons les compétences de l'homme», a-t-il

martelé, en les invitant à s'investir de leurs côtés pour que le PDG réussisse la mission que lui a confiée le gouvernement de transition. Le ministre a également exhorté les paysans à ne plus considérer les antécédents et à se diriger vers l'avenir pour scruter les voies et moyens par lesquels la CMDT pourra retrouver son lustre d'antan : ses performances en productivité, commercialisation, etc.

Et, tout en formant le vœu que les assises nationales sur le coton accoucheront d'orientations à même de sortir le secteur de l'impasse, le ministre s'est d'ores et déjà réjoui de l'engouement suscité chez les acteurs, notamment les organisations paysannes, les producteurs et agents de la CMDT.

– **Les producteurs accordent leur soutien au nouveau PDG**

Pour Anfa Coulibaly, président intérimaire de la Confédération des Sociétés Coopératives de Producteurs de Coton (C-SCPC), l'heure n'est plus aux querelles partisans mais au rassemblement autour d'un secteur menacé par la

perdition. «Nos querelles personnelles peuvent attendre quand la survie collective est menacée », a-t-il renchéri, en martelant au passage que «sans coton, il n'y a pas d'associations paysannes, pas de CMDT, pas de Confédération». Il y a par conséquent nécessité de se donner la main pour sauver le coton. Parlant du nouveau PDG, il a invité les paysans à le soutenir et à l'accompagner pour la réussite de la mission que les plus hautes autorités lui ont confiée. «Je ne doute pas de sa capacité à relever le défi de la relance du coton pour que le Mali récupère sa place sur le continent», a-t-il lancé. De Ouélessébougou à Bougouni et Kadiolo en passant par Koutiala, Sikasso, Koumantou et Yorosso, les paysans se sont en définitive, engagés pour la réussite de la mission du nouveau PDG.

Source CC /CMDT
Source : L'Enquêteur

Accord pour la paix et la réconciliation nationale : **Quand est-ce que les maliens vont arrêter de se mentir ?**



Les récents quiproquos nés de la création d'une zone de défense et de sécurité dans le Gourma par la CMA ne devraient encore une fois amener les plus hautes autorités maliennes à se convaincre que jamais l'accord pour la paix et la réconciliation ne saurait être une panacée à la résolution de la crise malienne que lorsqu'on se sera décidé à s'asseoir de nouveau pour le réviser et l'adapter à la réalité du pays. Mais que non, on continue toujours à se mentir, comme le prouve une supposée réunion qui a pris fin hier sur comment « harmoniser les incompréhensions sur les aspects Défense et Sécurité de l'Accord » afin de répondre efficacement aux attentes des populations.

Une réunion au cours de laquelle le Secrétaire général du Ministère de la Réconciliation Nationale, Attaher Ag Iknane, a fait savoir que l'Accord un cadre de construction de l'édifice de paix dans notre pays, ouvrant aux acteurs de nouvelles perspectives de cohésion et

d'échanges, de recherche de solutions justes à des problèmes communs pour, dit-il, bâtir une nation forte et réconciliée avec elle-même. Même son de cloche chez le chef d'État-major Général des Armées qui a saisi l'occasion pour annoncer la rentrée prochaine dans les centres de formation militaire de 451 ex-combattants reconnus aptes à l'issue d'opérations de rattrapage.

Le concept des « forces armées et de sécurité reconstituées », la définition des quotas (civils et militaires) et la gestion des combattants anciennement membres des forces armées et de sécurité ont été les thématiques abordées au cours de cette réunion. Mais comme vous l'aurez remarqué, point de mot sur la création d'une zone de défense et de sécurité dans le Gourma par CMA, à laquelle le gouvernement a pourtant énergiquement réagi. En effet, dans un communiqué, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a qualifié cet acte de la CMA de « transgres-

sion du cessez-le feu » conclu entre les parties.

« Cette décision unilatérale de la CMA est de nature à susciter des interrogations et des suspicions au moment où les parties se sont engagées à tenir une concertation de niveau décisionnel pour finaliser la phase d'intégration du dernier groupe des ex-combattants issus des bataillons du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) dans les Centres de formation », lit-on dans le communiqué du gouvernement.

Le Gouvernement, tout en invitant la médiation internationale à se pencher sur la question conformément aux dispositions des paragraphes 7 et 9 du Pacte pour la paix au Mali et invite la CMA à réviser sa position, condamne fermement cette décision qui fragilise le processus de paix dans un contexte de recrudescence des attaques des groupes terroristes dans la zone concernée où se déroulent les opérations « MALIKO et ECLIPSE » en collabo-

ration avec les forces partenaires notamment Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel, et aussi de nature à compromettre les résultats probants obtenus sur le terrain dans la lutte contre le terrorisme au Mali et dans le Sahel. Comme la réponse du berger à la bergère, la CMA faisait état de sa désolation et de sa surprise d'avoir « découvert via les réseaux sociaux et sur l'ORTM, un communiqué émanant du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, datant du 05 février 2021 contenant des fausses informations par rapport à la création d'une nouvelle zone militaire de la CMA dans le Gourma ». Et s'insurgeait contre de « telles allégations fondées sur des passions et sous la pression de la rue au détriment de la vérité du terrain », tout en apportant un démenti formel à ce communiqué quant à la nouveauté de la création de la zone militaire.

« La Coordination des Mouvements de l'Azawad exprime toute son indignation, son étonnement et sa préoccupation face à des telles réactions pour les moins surprenantes et non constructives du gouvernement au moment où les parties prenantes au processus de paix se préparent avec l'aide de la communauté internationale à tenir une rencontre de niveau décisionnel et une autre rencontre du CSA pour une première fois à Kidal », lit-on dans le communiqué de la CMA qui rappelait au passage que la zone dite de Gourma n'est pas une création nouvelle, puisqu'existant et relevant de la zone de haoussa (rive gauche du fleuve de Gao)



bien avant le cessez-le-feu et l'accord d'Alger. La CMA se contredit cependant en affirmant que la seule nouveauté est que « la zone devient autonome vis à vis du haoussa et dépend directement de l'état major général de la CMA ». Une réorganisation qui s'inscrit, selon elle, dans le cadre de la redynamisation de la CMA en vue de protéger et de sécuriser les populations de cette zone laissées pour compte et pour mieux coordonner avec les forces internationales et nationales, y compris les FAMAS et la plateforme. Et de verser dans la propagande en affirmant que les FAMAS ont maintes fois et de façon répétitive violé le cessez-le-feu en faisant des opérations militaires et des patrouilles unilatérales procédant aux fouilles et aux arrestations des paisibles citoyens « Azawadiens » dans des Zones sous son contrôle, en occupant

le terrain en dehors des mécanismes de l'APR/D'Alger sans que cela suscite ses réactions. « La dernière en date concerne l'incursion des Famas à Razelma sans concertation et sans préavis ».

Non vous avez bien entendu, on parle maintenant de « citoyens Azawadiens » ! N'est-ce pas curieux, voire révoltant que de tels propos émanent des gens qui disent être dans un processus de paix ? Si la CMA fait preuve de telle hardiesse pour défendre les « citoyens Azawadiens », qu'attend l'Etat malien pour faire pareil en défendant les citoyens maliens ? Il est temps que les maliens cessent de se mentir et se réveillent pour sauver le Mali d'une partition certaine, si on ne fait rien !

■ Yama DIALLO



Versement de salaire aux membres du CNT : De la rumeur à l'intox

C'est une des intox les plus populaires depuis des semaines sur les réseaux sociaux. Certains membres du CNT et autres détracteurs affirment qu'un salaire mensuel de 1.500.000FCFA est accordé aux conseillers du CNT. Il n'en est rien. Aucun membre du CNT n'a touché un centime comme salaire depuis leur installation, le 7 décembre 2020.

La manipulation de l'information et l'intox sont devenues le sport favori de certains Maliens. Et le CNT n'échappe pas aux pratiques malsaines de ce réseau de manipulation sur un prétendu versement de 1 500 000FCFA aux membres du CNT. Pour situer l'opinion publique sur ce que touche mensuellement chacun des 121 membres du CNT et recueillir certaines indiscretions sur l'élaboration de la loi organique sur l'indemnité des conseillers, nous sommes allés dans les couloirs du CNT logé désormais au Centre international de conférence Bamako (Cicb). Et cela, dans le souci d'édifier la population et de contenir la polémique de plus en plus affichée dans l'espace public quant au montant exact et au bien-fondé des émoluments servis à ces "représentants circonstanciels" du peuple.

Le sale boulot est l'œuvre de certains politiques et activistes qui veulent se faire une place au soleil. Les recoupements sur cette folle rumeur savamment orchestrée pour salir l'image de ladite institution par ricochet son président, Malick Diaw et tous les organes de la transition ont permis de comprendre le traitement financier des députés. « 1.500.000 F CFA, voilà ce que gagnera mensuellement un Conseiller national de la transition (CNT) pendant les 18 mois ». C'est la mauvaise information distillée par un certain Ben le cerveau membre du CNT. Cette sortie ratée de l'activiste fait suite à l'octroi d'un montant de 1 500 000FCFA à chaque membre du CNT comme frais d'installation.

Ce qui est d'ailleurs justifiable puisque cette prime est accordée même si le montant varie en fonction des institutions qui exigent tout

de même un support juridique. Un conseiller qui ne fait pas la différence entre le salaire mensuel et un frais d'installation donne raison à ceux-là qui ont dénoncé en son temps le mode de désignation des membres du CNT. Pour éviter la polémique, de nos interlocuteurs de l'administration parlementaire aux membres du CNT en passant par certains membres du Bureau du CNT ont accepté de nous édifier sur la procédure qui définit le traitement financier des députés élus à l'Assemblée nationale.

Selon nos sources, la procédure est définie par la loi n° 02-010/ du 05 mars 2002 portant Loi Organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée nationale en cas de vacance de siège, leurs indemnités et les conditions de la délégation de vote.

A en croire une source proche du secrétariat général de l'Assemblée nationale, les députés perçoivent une indemnité parlementaire mensuelle calculée sur la base de l'indice 1200 sur la valeur indiciaire de 400. S'ajoutent à ce montant, la prime représentativité de 500 000FCFA, les primes accordées au président de l'Assemblée nationale, présidents des Commissions, groupes parlementaires et les membres du bureau.

Mais cette Loi organique n'est applicable aux membres du CNT puisqu'ils n'ont pas le statut de député.

Face à cette situation peu confortable, les membres du CNT font recours à leur règlement intérieur qui dans ses dispositions indique que les émoluments des membres du CNT doivent être définis par une loi organique qui doit obtenir le quitus de la Cour constitutionnelle. Ce qui explique d'ailleurs la forte mobilisation des Conseillers sous la conduite du président du CNT pour l'élaboration de ladite loi organique.

A combien s'élève le salaire d'un conseiller ? Difficile de répondre à cette interrogation en attendant l'adoption d'une loi organique. Mais les porteurs des fausses informations sont à



l'œuvre pour saboter voire même déstabiliser la transition politique.

Au CNT, on pense que le projet malsain est voué à l'échec puisque le président Malick Diaw avec l'accompagnement de ses collègues et de l'administration parlementaire impose aux uns et aux autres le devoir de la transparence.

Cette volonté de transparence et d'engagement pour la réussite de la transition se traduit aujourd'hui par le fait qu'aucun conseiller n'a touché un centime comme salaire. Le Conseil national de transition est l'organe « législatif » de la Transition, censé représenter et défendre les intérêts des citoyens, mettre en œuvre des actions inscrites dans la feuille de route de la transition, et légiférer pour la refondation du Mali.

Les porteurs de la mauvaise information participent dangereusement à renforcer la rupture entre les citoyens et les politiques. Déjà, le résultat des enquêtes de certaines structures comme la Fondation Friedrich-Ebert montrent à quel point le fossé entre les citoyens et les politiques est grand. Il ressort de cette enquête que « 74 % des citoyens ne sont pas satisfaits des actions des députés et que la grande majorité (71,5 %) de la population pense que les députés travaillent pour satisfaire le gouvernement ».

Cette rupture de confiance décrédibilise les institutions et fragilise le système démocratique déjà mal en point depuis le coup d'Etat contre ATT en mars 2012.

Source : L'Alerte
Nouhoum DICKO

Hémicycle : Les anciens députés de la 6ème législature nostalgiques... ils demandent la dissolution du CNT

Plus de six mois après la dissolution de la 6ème législature par le président de la République d'alors Ibrahim Boubacar Keïta, le 18 août, la colère des anciens députés de la 6ème législature ne faiblit pas. Après plusieurs actions, le collectif était de nouveau devant la presse, le mardi 02 février dernier à la Maison de la Presse. L'objectif était de demander la dissolution pure et simple du Conseil national de la Transition (CNT) et le rétablissement de la 6ème législature conformément à la Constitution du 25 février 1992 et les vœux des électeurs. Ladite conférence était animée par Hamidou Djimé président du collectif qui avait à ses côtés Tidiane Guindo, Amadou Araba Doumbia, Mme Belco Samassékou et d'autres membres du collectif.

Bagadadi, les anciens députés nostalgiques ! Dans ses propos liminaires, le président du collectif, M. Hamidou Djimé a d'abord évoqué les crises qui ont plongé le pays dans cette situation après la démission du président. Poursuivant, il dira que, « **mieux le président de la République a démissionné avant de dissoudre l'Assemblée Nationale, il y a à la matière un défaut de qualité. Un président démissionnaire ne peut dissoudre aucune Institution selon l'article 36 de la Constitution.** »

Il a ajouté que, malgré cette démission du pré-

sident de la République et la dissolution de l'Assemblée Nationale en violation flagrante de la Constitution malienne, les députés de la 6ème législature ont entamé une démarche patriotique, pacifique et sage, pensant aider la transition dans une atmosphère apaisée. Aussi, il a noté que des pourparlers ont été demandés avec ces autorités mais regrette qu'elles n'aient donné comme réponse, que du mépris et du ridicule. « **Nous demandons à tous les députés de la 6ème législature de valoriser le droit de vote de nos concitoyens en choisissant leurs représentants nationaux. Nos bases sont**

désormais informées que nous sommes en train de réclamer leur droit de représentativité » a-t-il-souligné.

Toutefois, il a rappelé que suite à leur point de presse passé, le président de la Transition a envoyé son ministre chargé de la Réconciliation pour les distraire. Pour cela, il a demandé aux patriotes soucieux du devenir du pays de se joindre à eux pour ce combat démocratique. Et d'informer qu'après ce point de presse, le mot d'ordre sera donné à leurs bases respectives dans les 49 circonscriptions électorales pour revendiquer les suffrages de leurs mandats.

Pour le conférencier, l'Assemblée Nationale, étant l'émanation de l'ensemble des sensibilités sociopolitiques de la nation toute entière par voie d'élection, doit avoir sa place dans cette transition à travers la diplomatie parlementaire, le vote des lois, la ratification des accords internationaux. Par ailleurs, il a souligné que les membres du CNT étant nommés, ne sont pas une émanation du peuple. Et de préciser qu'il ne saurait être un organe législatif crédible.

« **Nous demandons sa dissolution pure et simple et le rétablissement immédiat de l'Assemblée Nationale de la 6ème législature issue du suffrage exprimé par le peuple malien** » a-t-il-souhaité.

Mamadou Nimaga
Source : L'Enquêteur



Tombouctou : Festival du Vivre Ensemble, un pari gagné avec l'appui de la MINUSMA



Du 29 au 31 Janvier dernier, Tombouctou a vibré au rythme du festival du « Vivre Ensemble ». Ce rendez-vous artistique et culturel organisé par la Direction du Festival du Vivre Ensemble, en partenariat avec le Bureau de la Communication de la MINUSMA a mobilisé plusieurs centaines de participants, de la région de Tombouctou et d'autres horizons. Les festivaliers ont eu droit à une large gamme d'activités : débats citoyens, ateliers thématiques, formations, visites guidées, sans oublier les prestations musicales d'artistes connus au plan local et national, voire international. Toutefois, le contexte général marqué par la COVID-19 a dicté certaines mesures : « **Nous avons renoncé à la foire-exposition qui draine habituellement du monde pour éviter la propagation de la maladie. Outre cela, nous avons exigé le lavage des mains au savon et le port du masque à tous les participants que nous avons répartis en groupes de 50 personnes** », explique Salaha MAIGA, le Directeur du festival.

La musique et la culture comme vecteurs de cohésion et de paix

Tombouctou, aussi appelée « Cité des 333 Saints », est connue pour ses arts, notamment

la musique qui est un facteur de rassemblement. C'est donc à travers elle que les artistes ont véhiculé des messages de paix et de réconciliation auprès des festivaliers. À l'instar de Kader, virtuose de la guitare et star montante de la musique malienne, les appels à la cohésion et à la promotion du séculaire vivre ensemble ont été lancés par les Songhoy Blues, Lodia ou Kouwa Traoré. Ces appels sont d'autant plus retentissants qu'ils ont été lancés au pied du monument historique de la « Flamme de la paix ». Ce monument érigé avec les matériaux tirés de la destruction de milliers d'armes de guerre et inauguré en avril 1996, symbolise la volonté des communautés de Tombouctou de ne plus jamais recourir aux armes pour régler leurs différends. Au-delà de la joie, des chants et des danses, c'est aussi la diversité ethnique et linguistique de Tombouctou qui a été célébrée lors des trois nuits de spectacle.

Riccardo MAIA, le chef du bureau de la MINUSMA à Tombouctou n'a pas caché son enthousiasme de voir les Tombouctiens célébrer ensemble. Invité sur la scène, il a eu un échange avec l'artiste-musicien Kader sur la paix et la concorde sociale. « **Il n'y a que le festival qui nous donne cette opportunité**

de rassembler autant de monde. Toute la ville de Tombouctou se retrouve à la Flamme de la Paix. C'est une communion indescriptible » a-t-il dit, félicitant au passage les organisateurs de l'évènement qui en est à sa cinquième édition.

Un partenariat fécond entre le Festival du Vivre Ensemble et la MINUSMA

À l'origine, le Festival du Vivre Ensemble est une initiative de la Mission onusienne, à travers son bureau de la Communication et de l'Information publique pour se rapprocher des communautés en resserrant les liens entre elles. C'est pourquoi le bureau de la MINUSMA à Tombouctou continue de soutenir son organisation.

Selon Abel KAVANAGH, le chef d'équipe du bureau de Communication sur place, « **la culture est un pilier de l'identité tombouctienne, mais également malienne de manière générale. La culture permet l'union et amène à la paix. Appuyer des initiatives culturelles comme ce festival est important pour nous. C'est pourquoi nous avons soutenu Instru-**



ments 4 Africa dans le cadre d'un projet à impact rapide ».

Ce projet, c'est l'acquisition d'une scène en plus d'un système de son et lumière, à la faveur d'un partenariat avec Instruments 4 Africa, un organisme de renom dans l'ingénierie culturelle. Ces équipements contribueront au développement d'activités à la fois culturelles et économiques, à travers la création d'emplois au profit des jeunes de Tombouctou.

Développer et promouvoir le potentiel artistique et culturel à travers la formation des jeunes

Alors que la contribution des événements artistiques et culturels à l'instauration de la paix n'est plus à démontrer, des hommes et des

femmes capables de relever le défi de l'organisation de tels événements ne sont pas nombreux dans la région.

Pour répondre à ce besoin, des ateliers ont été initiés au profit des jeunes de Tombouctou et des cercles de la région. Ils portent sur le montage de scènes de spectacles, l'ingénierie son et lumière mais aussi sur le tournage de films documentaires.

En même temps qu'une expertise locale sera disponible grâce à ces formations, la pérennité du festival sera assurée à travers le projet à impact rapide financé par la MINUSMA. Paul CHANDLER, le directeur d'Instruments 4 Africa estime que ce matériel et les formations constituent « **d'excellentes actions pour promouvoir la culture au service de la paix** ».

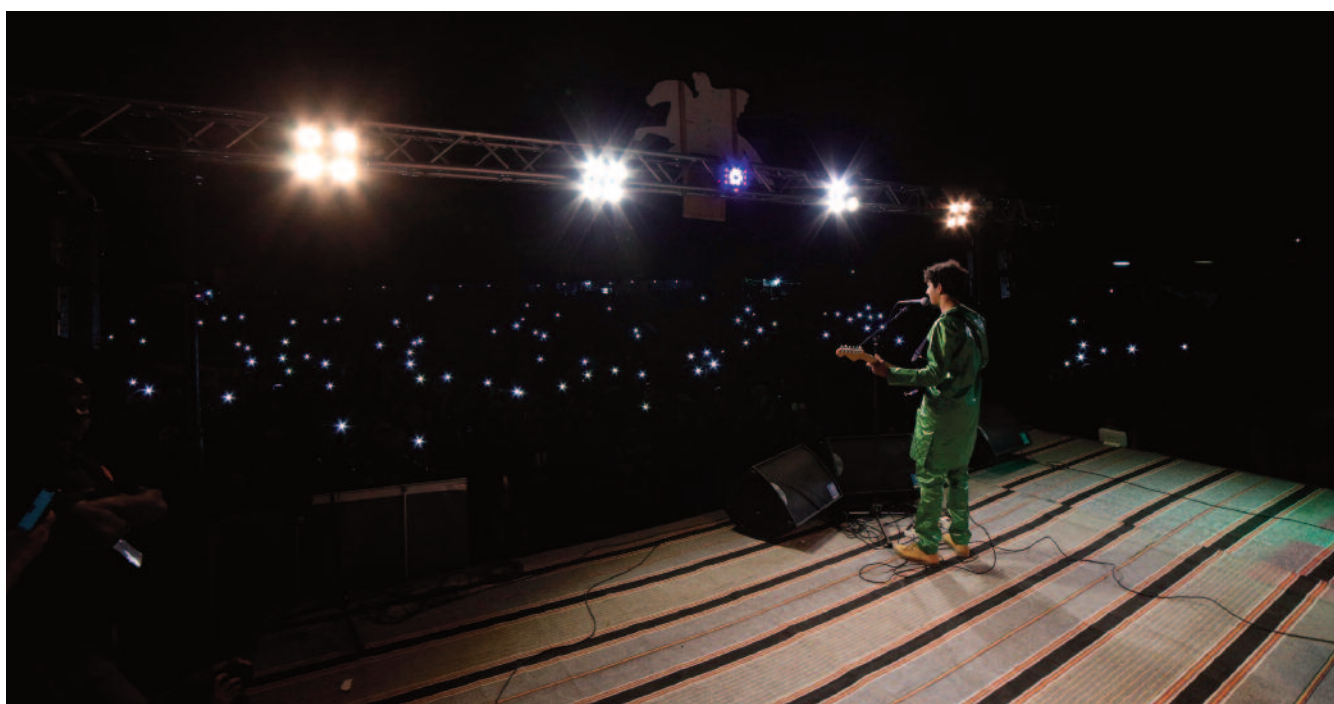
Fédérer les communautés autour de la paix et de la sécurité tout en restant proche d'elles

Le festival a mis l'accent sur les actions fédératrices autour des valeurs comme la paix, le respect de la diversité, la promotion et la protection du patrimoine. Deux ateliers ont porté sur la culture de la paix et la prévention de l'extrémisme violent.

Cet événement est, depuis sa première édition, l'expression de la résilience des populations, déterminées à conjuguer leurs efforts pour que la paix et la réconciliation ne soient plus de vaines paroles mais une réalité quotidienne.

En visite à Tombouctou, Kadiatou KONARE, Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme s'est rendue sur le site du festival où elle a pu échanger avec les organisateurs. « **Nous sommes très solidaires de ce festival dont nous avons rencontré les organisateurs. Nous serons là si financièrement ou techniquement, nous devons apporter un appui. Surtout qu'il se tient sur une place emblématique** » a-t-elle répondu aux médias.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



Côte d'Ivoire : Simone Gbagbo ne veut pas se laisser mettre sur la touche politique



L'ex-première dame, toujours populaire, tente de cultiver son pouvoir d'influence au sein du Front populaire ivoirien.

Cela n'a jamais été dans ses habitudes, mais Simone Gbagbo est aujourd'hui aussi discrète que possible. Cette figure emblématique de la vie politique ivoirienne sait que chacune de ses sorties est sujette à commentaires. Ses mots du 10 décembre 2020 dans un quartier de Yopougon, lors de l'enterrement d'un cadre historique du Front populaire ivoirien (FPI), ne sont ainsi pas passés inaperçus : « Le président [Laurent Gbagbo] est en route et je suis en train de repeindre les murs de ma maison pour le recevoir. » La formule a galvanisé la foule de militants et fait les choux gras de la presse nationale, mais il n'est pas sûr qu'elle ait réjoui le principal intéressé. Exilé à Bruxelles après avoir été innocenté en première instance par la Cour pénale internationale (CPI), Laurent Gbagbo a refait sa vie avec sa nouvelle femme.

Sentimentalement épuisée, la relation du couple Gbagbo s'est également dégradée sur le plan politique. Au sein de ce parti d'opposition morcelé par les divisions, cette membre fondatrice qui a connu les affres de la lutte clan-

destine et des emprisonnements est contestée. « Elle tient un double discours, peste un proche de son époux. En interne, elle dit que Laurent Gbagbo est un militant comme les autres, qu'il ne faut pas créer de culte de la personnalité, qu'elle mérite de prendre la suite. En public, elle continue d'utiliser le nom de Gbagbo pour se légitimer. » Le ton est donné. Si Simone Gbagbo demeure l'épouse officielle de l'ancien chef de l'Etat, elle tente aujourd'hui de retrouver de son influence, comme lors des années de lutte (1980 et 1990) et de pouvoir (années 2000). Deux époques pendant lesquelles elle imposait sans ménagement ses vues au sein du parti puis de la présidence. Une réputation de « dure » consacrée par un surnom : la « Dame de fer ». Les Gbagbo forment alors un couple politique où les rôles semblent parfaitement répartis. A Laurent la faconde bonhomme, à Simone le discours intransigent.

Discours de haine

« Sur le plan politique, elle lui apportait un capital très important ; elle était très appréciée chez les femmes, les jeunes et dans certains

milieux évangéliques et était capable de mobiliser les foules comme peu d'autres au sein du parti », rappelle un responsable de l'opposition. Idéologue, charismatique et fervente chrétienne évangélique, elle n'hésitait pas à ferrailler contre ceux qu'elle qualifiait d'« ennemis de la Côte d'Ivoire », quitte parfois à verser dans les discours de haine. Emprisonnée en 2011 après la crise post-électorale, condamnée en 2015 à vingt ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », elle est amnistiée en août 2018. Ce jour-là, elle suscite le courroux des caciques du parti après avoir remercié le président Alassane Ouattara qu'elle surnommait « le chef bandit » quelques années plus tôt. Premier accroc d'une longue série de mésententes internes. Très vite après cette libération, Laurent Gbagbo veut clarifier sa situation conjugale. L'ex-président est en couple avec Nadiana (« Nady ») Bamba, qu'il a épousé « traditionnellement » et dont il a eu un fils. C'est elle qui lui a rendu visite au parloir tout au long de ses années de détention à La Haye et qui partage depuis sa vie en Belgique.

« Laurent a tourné la page Simone, il veut passer à autre chose, confie un intime de l'ancien

chef d'Etat. Quand Simone est sortie de prison, Laurent a mandaté un avocat et lui a proposé un divorce à l'amiable. Depuis, la relation n'a cessé de se compliquer. » Si la proposition, vécue comme une « répudiation », vexa Simone Gbagbo, de bonne source, elle finit par proposer un deal : le divorce contre la présidence du parti.

Elle estime avoir suffisamment payé de sa personne et prouvé son dévouement au parti pour que son tour soit venu d'en prendre la tête. Elle ne voit d'ailleurs pas d'autres prétendants. Pour elle, « les autres membres du parti seraient incapables de prendre une décision sans téléphoner à Laurent Gbagbo », confie un responsable politique de l'opposition. Mais, pour Laurent Gbagbo, c'est non. « Il n'a jamais dit qu'il ne voulait pas qu'elle soit présidente, il a juste voulu qu'on respecte les procédures internes du parti », nuance l'un de ses cadres. Par ce légalisme, Laurent Gbagbo freine ainsi les velléités présidentielles de sa femme.

Qu'importe, semble alors se dire l'épouse délaissée. Alors que le sort de M. Gbagbo se joue à la CPI et qu'une candidature de l'ex-président se complique, la rumeur autour de Simone enfle auprès des militants. Les GOR, les « Gbagbo ou rien », qui ne peuvent imaginer la vie politique sans leur mentor se divisent alors sur la légitimité de sa candidature. « Notre vrai chef, c'est Laurent », clament les uns. « Gbagbo, c'est aussi Simone », rétorquent les autres. Il faut dire qu'en dépit de toutes les accusations de violences qui pèsent sur elle, l'ex-première dame demeure populaire. Selon un sondage mené secrètement par le pouvoir avant la présidentielle d'octobre 2020, elle était même créditée de 19 % d'intentions de vote. Autant que son époux et frère de lutte. Après sa libération, entourée de militants exaltés et devant une nuée de caméras, Simone Gbagbo sûre de son fait déclarait : « La refondation a commencé. Aujourd'hui, toutes les choses sont nouvelles. Militants, militantes, levez-vous ! On est partis, on est partis et on ne s'arrêtera pas. »

Petites méchancetés

Mais c'était compter sans les tensions internes et le morcellement du parti survenu après la crise post-électorale de 2010. En 2015, contre l'avis des ténors du parti encore embastillés, Pascal Affi N'Guessan, ancien



premier ministre de Laurent Gbagbo et ennemi intime de Simone, se porte candidat à la présidentielle sous les couleurs du FPI. Le parti s'est alors scindé en deux entre une branche officielle, qui joue le jeu des élections quitte à passer pour un faire-valoir des autorités, et une branche radicale.

Chaque tendance est également traversée par des querelles personnelles, donnant lieu à d'improbables situations. En septembre 2019, lorsque Simone Gbagbo part en campagne dans plusieurs localités du pays et s'annonce à Mama, village d'origine de Laurent Gbagbo, elle se voit empêchée de pénétrer dans la maison familiale. « Laurent s'opposait à sa venue et ça a été vécu comme une humiliation pour elle », relate un intime. Une de plus pour cette fille de gendarme que les Ivoiriens ont longtemps cru invincible.

Aujourd'hui, diminuée physiquement par son diabète et les années de prison, l'ex-première dame, âgée de 71 ans, n'a plus le mordant d'autrefois. Ses prises de position lors de la dernière présidentielle n'ont jamais été suivies par le reste du parti. Déjà divisé en deux, le FPI aurait désormais en son sein un troisième courant, incarné par Simone Gbagbo. « Elle a aidé certains jeunes à gravir les échelons et elle est suivie par plusieurs parlementaires. Une frange du parti la soutient », note un

membre du FPI. « Si, à son retour, Laurent choisit le divorce, les deux Gbagbo y perdront, c'est certain », estime le politologue Sylvain N'Guessan. L'une des forces de Laurent, c'est Simone. Notamment parce que, d'un point de vue ethnique, elle incarne dans leur parti la branche Akan, une importante communauté originaire de l'est de la Côte d'Ivoire, ce qui est loin d'être négligeable.

Même si Simone Gbagbo, deuxième vice-présidente du FPI, n'a perdu ni sa popularité, ni sa légitimité interne, son étoile politique pâlit à mesure que se dessine le retour au pays de Laurent Gbagbo, qu'elle a contribué à faire roi. L'absence de la « Dame de fer » ivoirienne de la liste des candidats aux législatives qui doivent se tenir le 6 mars « est un indice », signifierait sa « mort politique », croit savoir un responsable de l'opposition. L'ancienne députée d'Abobo (commune d'Abidjan) n'a pas voulu y retourner. Etre parlementaire est « impensable quand on a été première dame », dit son entourage. Et certains de ses compagnons de route la trouvent désormais « encombrante ». Une fin de cycle se juge aussi à ces petites méchancetés.

Source : Youenn Gourlay (Abidjan, correspondance) et Yassin Ciyow (Abidjan, correspondance)

Présidentielle 2ème tour : Le RDR Tchandji et alliés tiennent un meeting de lancement de campagne à Tillabéri



Ils étaient nombreux les militantes, militants et sympathisants des partis politiques de la CAP 20-21 à prendre part, dans l'après-midi du dimanche 07 Février 2021, au meeting de lancement de campagne pour le 2ème tour de la présidentielle animé par le Président du RDR Tchandji, candidat de la CAP 20-21, M. Mahamane Ousmane, à l'arène de lutte traditionnelle de Tillabéri.

Les leaders des partis politiques de la CAP 20-21 et alliés dont, entre autres Hama Amadou, Salou Djibo de PJP Génération Doubara ; Amadou Boubacar Cissé de l'UDR Tabbât ; Ladan Tchana de Amin-Amin, Ibrahim Yaouba de Kishin Kassa, Madame Bayard ont félicité et salué leurs militantes, militants et sympathisants pour la forte mobilisation, preuve, selon eux, de "l'attachement de ces derniers aux idéaux de leurs partis, mais aussi de leur engagement à accompagner la CAP 20-21 jusqu'à la victoire".

Après avoir rappelé certaines qualités de leur candidat, M. Mahamane Ousmane, ils ont mis l'accent sur le programme politique de ce dernier articulé autour de "plusieurs défis à relever qui se résument notamment à la question sécuritaire, l'éducation, la santé, l'eau, l'élevage et l'agriculture, l'emploi aux

jeunes, la promotion de la femme".

La question sécuritaire dans la région de Tillabéri qui aujourd'hui est de plus en plus préoccupante a été largement développée par tous les intervenants qui, pour terminer, ont invité les militantes et militants à "sortir massivement le jour du scrutin, à savoir, le dimanche 21 février 2021, pour exercer leur devoir civique en faveur de leur candidat M. Mahamane Ousmane".

A cette occasion, le candidat Mahamane Ousmane a indiqué que "le choix de Tillabéri pour lancer la campagne pour la présidentielle, 2ème tour, est d'abord, de remercier les militantes et militants pour la marque de confiance dont ils ont fait montre lors des élections précédentes, mais aussi pour faire part, tout comme à la population de Diffa, de Tahoua, notre ferme volonté de juguler l'insécurité et le terrorisme, sous toutes ses formes, car il y va de l'intérêt de notre nation".

Ainsi, le candidat Mahamane Ousmane a demandé aux militantes et militants de "se mobiliser encore davantage pour les conditions de la mise en œuvre du programme qu'il propose au peuple nigérien et qui vise l'avènement d'un Niger de paix, d'unité, de développement partagé et de progrès pour tous".

M. Mahamane Ousmane a, par ailleurs rappelé que "ce programme est centré sur sept grands axes prioritaires" qui sont l'eau, l'éducation dans tous ses volets depuis le préscolaire, le primaire, le secondaire, le supérieur et l'innovation, la recherche, l'emploi qui est la question phare, l'énergie, l'environnement, l'équipement et l'équité.

"Les questions sécuritaires, sanitaires, judiciaires et diplomatiques contenus dans le volet équité de son programme seront les principaux repères dans la mise en œuvre de cette vision pour le Niger" a-t-il ajouté.

Le candidat Mahamane Ousmane a, enfin, déclaré que "la présence massive des militantes et militants à ce meeting de lancement de la campagne traduit la ferme volonté des unes et des autres de sauver le Niger".

Arrivé deuxième au premier tour de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020 avec 16,98% de suffrages des 7,4 millions d'électeurs nigériens, le candidat Mahamane Ousmane affrontera, dans le cadre du deuxième tour, le candidat Bazoum Mohamed du PNDS, arrivé premier avec 39,30%.

Source : MTM/AS/ANP 08 février 2021
Tillabery



CHAN 2021 : L'accueil triomphal pour les vice-champions d'Afrique

Les Aigles locaux se sont classés deuxième suite à la défaite face aux Lions de l'Atlas du Maroc par le score de 0-2. La finale s'est jouée le dimanche 07 février, sur la terre camerounaise, en présence du ministre de la jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, du président de la Fédération malienne de football (FEMAFoot), Mamoutou Touré et de nombreux compatriotes qui ont effectué le déplacement pour apporter leur soutien à nos joueurs qui ont hissé plus haut le drapeau malien. Du président de la transition jusqu'au piéton de la rue, chacun, à sa manière, a salué « la fibre patriotique » et la prestation de nos joueurs locaux durant cette compétition. Un accueil chaleureux leur a été réservé, hier, à l'Aéroport international président Modibo Kéita de Bamako. Sous les couleurs nationales, des milliers de supporters ont répondu présent pour accueillir les Aigles locaux.

Les Dieux du football n'ont pas été avec l'équipe locale du Mali lors de la finale au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé qui a tourné à l'avantage du Maroc par le sacre de 2-0. Ce résultat qui ne nous satisfait pas n'a pu faire oublier le parcours élogieux de nos

jeunes qui sont parvenus à se hisser sur le podium de la finale. Dans l'après-midi de la journée d'hier, à l'aéroport international de Sénou, la patrie reconnaissante a répondu présent avec joie pour accueillir les Aigles locaux. Le vice-président de l'Union nationale des sup-

porters du Mali (UNASAM), Cheickna Demba et ses hommes ont agrémenté l'accueil. Attendant avec patience les héros du jour, Cheickna Demba a déclaré devant les hommes des médias ce qui suit : « **On est venu pas la tête baissée, on est venu avec une fierté ; c'est vrai que Yaoundé 2 ne nous a pas réussi. Cette équipe malienne a fait un effort énorme en faisant deux fois 120 minutes. Cela ne nous a pas empêchés de dominer le Maroc. On est tombé sur un arbitre qui était à la solde de quelqu'un ?** », s'est-il questionné. Il en a profité pour adresser ses salutations à l'ensemble des supporters maliens résidents au Cameroun. Sous le grand bruit des supporters qui l'entouraient, le vice-président a lancé un cri de cœur à l'endroit des acteurs sportifs du pays. « **C'est une occasion de saluer notre grand ministre, Mossa Ag Attaher qui nous a permis d'amener quelques supporters, le président de la transition Bah N'Daw, le premier ministre, Moctar Ouane et Mamoutou Touré Bavieux. Le Mali est débout, on est engagé, rien ne peut nous arrêter, il faut que les acteurs du football**

se donnent la main pour qu'on sorte de ce carcan, car aujourd'hui, les gens sont étonnés que le championnat ne soit pas régulier. On était à deux doigts de cette coupe, malheureusement, quand on tombe sur des arbitres qui ne méritent pas de représenter l'Afrique, il y a des problèmes », a-t-il indiqué. Quelques minutes après cette intervention, les vice-champions du CHAN sont arrivés à l'aéroport et s'en suivra une escorte gigantesque des supporters qui a traversé la ville de Bamako jusqu'au Stade Mamadou Konaté. Sur le long de la route, des masses sont sorties pour saluer l'arrivée des Aigles locaux. Un accueil chaleureux a été réservé aux jeunes et à la forte délégation ministérielle, sous la conduite du ministre de tutelle. Exécution de l'hymne nationale, présentation du staff technique, des joueurs, animation musicale et discours de remerciement et de félicitations ont constitué des moments forts sur la pelouse du Stade Mamadou Konaté. La mobilisation a été au rendez-vous pour immortaliser ce moment historique. Au nom de ses coéquipiers, Djigui Diarra, le capitaine des Aigles locaux, a remercié l'ensemble des Maliens et des autorités maliennes pour leur accompagnement. Avant cet événement, c'est-à-dire juste après le match, des félicitations n'ont pas manqué à l'endroit des joueurs, du staff technique, de la fédération et du ministre des Sports. Le premier responsable du pays, le Président de la transition, Bah N'Daw, a salué les hommes de Nouhoum Diané qui ont dignement représenté le pays et l'ont servi jusqu'au bout. « **Il y avait seize équipes au départ, vous êtes arrivés deuxième du continent africain. Bravo ! Par votre combattivité, votre esprit d'équipe, votre sens patriotique, je vous le redis, vous êtes un exemple pour chacun de nous** » et de poursuivre « **En félicitant l'équipe marocaine, vainqueur de la compétition, je voudrais vous dire de nouveau combien je suis fier de vous, fier de votre encadrement, fier du leadership du ministère de la Jeunesse et des sports, fier enfin de l'accompagnement de la Fédération Malienne du football. Recevez mes félicitations, celles de toute la nation et celles de tout le Gouvernement. Rentrez au pays la tête haute. Vive les Aigles, vive le Mali** », a-t-il dit. Ce message réconfortant traduit la volonté

manifeste du président de la transition qui avait par ailleurs eu un entretien téléphonique avec le staff technique avant le début de la finale. Du côté de l'organe législatif, en occurrence le Conseil National de la transition (CNT), la réaction du président du CNT, Malick Diaw, n'a pas tardé. Il a félicité avec honneur et fierté l'ensemble du groupe des Aigles. « **En vous hissant sur la deuxième plus haute marche de cette compétition, après ce match héroïque contre la très méritante équipe du Maroc, vous avez honoré le peuple malien qui vous a soutenus du fond du cœur tout au long de la compétition et applaudi tous vos gestes techniques et victoires. Par ce parcours élogieux, vous venez de démontrer à toute l'Afrique votre appartenance à une nation digne et fière. Nous vous en félicitons ainsi que votre encadrement qui a su trouver en toutes circonstances les ressources techniques, tactiques et pédagogiques appropriées pour vous orienter vers le chemin de la finale** », a-t-il affirmé.

Depuis sa nomination à la tête du département des sports, Mossa Ag Attaher affiche un leadership salutaire pour l'essor des différentes disciplines sportives au Mali. L'UNASAM ne dira pas le contraire, car très souvent, on voyait ce ministre à côté de cette dernière au stade Mamadou Konaté pour encourager nos vaillants jeunes lors du CHAN 2021. Un hommage mérité lui a été rendu par le confrère Mamadou Camara, ancien membre du service de la communication de la présidence sous le régime défunt. « **Avec leur air de triomphe ; sans pour autant avoir démerité, nos Aigles locaux ne doivent pas avoir honte de leurs parcours, ils ont fait le combat et ne sont pas tombés, ils gardent encore les armes dans la main. La seconde grande leçon à tirer est le sens élevé de patriotisme du jeune ministre Mossa Ag Attaher que nombreux de ses compatriotes voyaient dans un passé récent comme un compatriote qui n'aimait pas le Mali. Depuis sa venue dans le département des sports, nous voyons et constatons un ministre très fier d'être malien, prêt à se sacrifier pour son pays, l'amener très loin avec une belle image de paix et de réconciliation. Il est certes déçu de ne pas avoir amené la coupe au Mali, mais on pouvait lire sur**

son visage de rêve après ce CHAN, l'espoir et la hargne de vaincre pour l'avenir », a témoigné le confrère Madou's.

Le président de la FEMAFoot, Mamoutou Touré dit Bavieux, qui a été de cœur et d'action avec les Aigles locaux durant tout le long du périple, a exprimé sa fierté malgré la défaite. Il dit retenir l'ardeur des jeunes pendant la compétition et se sent fier dans la victoire comme dans la défaite.

Sur son compte tweeter, l'ancien international des Aigles seniors du Mali, Fousseyni Diawara, a posté : « **Cette compétition CHAN 2021 doit nous renforcer dans l'idée de valoriser notre championnat local. Bravo à ce groupe qui a dignement porté nos couleurs et merci à nos dirigeants pour leur dévouement** ».

Selon un autre supporter des Aigles sur le réseau social facebook, cette défaite doit interpellé le ministre de la jeunesse et des sports. « **Que l'Etat veille à la régularité des compétitions, elle ne doit plus être laissée à la seule volonté de la fédération. Nous sommes arrivés en finale face à une équipe dont le championnat est non seulement l'un des plus relevés, mais aussi des plus réguliers du continent** », a-t-il dit. S'adressant aux dirigeants sportifs qui freinent l'épanouissement de nos joueurs, l'inconditionnel supporter des Aigles ajoutera : « **Les errements des acteurs du foot doivent s'arrêter à présent. Cette équipe est de loin celle qui représente la véritable valeur intrinsèque de notre sport. Elle nous a rendus fiers et nous a unis. Bravo aux jeunes ! On ne peut pas vous demander de rivaliser avec une équipe compétitive, mieux organisée, plus disciplinée. Félicitations au Maroc, l'investissement du royaume dans le foot depuis une dizaine d'années est en train de porter fruit. La vision des autorités marocaines sur certaines disciplines est remarquable** », a-t-il conclu.

Nous espérons que cette défaite permettra aux acteurs du sport roi de se réunir pour le bonheur des enfants et pour qu'enfin nos différentes sélections puissent remporter des trophées sur l'échiquier continental et pourquoi pas une place sur le rang mondial.

Sidiki Dembélé

Source : Lerepublicainmali



Bélier (21 mars - 19 avril)

Désireux de provoquer du changement, voire de l'inédit dans votre activité, vous n'en perdez pas moins votre rigueur et votre sens des responsabilités. Sachez résister aux chants des sirènes, car l'herbe ne sera pas forcément plus verte ailleurs.

Il serait bon de solliciter un entretien afin de définir avec précisions vos requêtes et de tirer un peu plus sur vos avantages. Vous n'obtiendrez pas forcément beaucoup d'argent, mais ce petit plus financier constituerait la cerise sur le gâteau.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Mars au trigone de Jupiter vous rend entreprenant et dynamique. Les idées que vous défendrez aujourd'hui convaincront l'entourage professionnel sans difficultés et vous aurez l'occasion d'occuper le devant de la scène. C'est le moment de vous démarquer.

L'envie de vous tranquilliser financièrement vous incite à chercher d'autres moyens d'arrondir vos fins de mois. C'est une bonne idée, mais n'acceptez pas n'importe quoi, notamment une proposition de confier vos économies pour les faire fructifier.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Jupiter en Sagittaire apporte à votre vie professionnelle un tournant. Vous désirez une activité où vous communiquez ou avez une clientèle. Une formation peut être proposée pour repartir sur une nouvelle orientation plus en rapport avec votre personnalité.

Ne faites pas trop de dépenses inconsidérées, elles finiraient dans le placard et vous avec des regrets. Il y a des erreurs d'appréciation et vous surestimez votre budget. Vous vivez au-dessus de vos moyens et pouvez contracter des dettes ou emprunter.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous orienterez vos pincés de telle façon que vous ne pourrez pas louper cet ascenseur professionnel qui se profilera. Vous commencerez, mine de rien, à placer vos pions en travaillant de façon plus précise et en mettant votre créativité en avant.

Vous serez pragmatique, et chez vous, un euro sera un euro. Puisque vous n'aurez pas le choix, vous serez sérieux dans la gestion de votre budget. Vous trouverez même de l'intérêt à jongler avec les chiffres, si cela peut vous aider à économiser un peu.



Lion (22 juillet - 23 août)

On peut vous demander de travailler sur une activité utile à l'avenir du service. L'activité bat son plein et vous êtes investi. En étant un maillon essentiel d'une équipe, du plaisir arrive dans votre fonction. Un sentiment de fierté personnelle s'installe.

Vous faites preuve de prudence dans la gestion de l'argent. Toutefois, il y a un risque de sortie d'argent pour le véhicule ou la réparation d'appareils ménagers. Revoyez vos priorités sans stress en laissant du temps entre toutes les dépenses de loisirs.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous permettra de communiquer plus facilement, qu'il s'agisse des collègues, de collaborateurs, de votre chef ou d'un recruteur. Vous ne tournez pas autour du pot pour vous concentrer sur l'essentiel, ce qui sera remarqué et apprécié.

Il n'y aura rien à craindre aujourd'hui des planètes dans ce domaine. Certes il ne faudra pas vous attendre à remporter le jackpot, mais au moins, vous n'aurez pas de désagréables surprises côté finances. De quoi souffler et vous pencher sur d'autres sujets.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez recevoir l'appui d'un de vos chefs ou d'un collaborateur influent qui voit en vous, de bonnes capacités pour travailler en équipe. Vos compétences comme votre personnalité vous permettent d'évoluer favorablement dans une ambiance électrique.

La journée risque d'être calme, faite d'hésitations et d'envies sans actions. Vous pensez à un budget plus élevé pour faire davantage de loisirs et profiter des bons moments. Vous dépensez des petites sommes simplement pour limiter le découvert en fin de mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous réussirez à régler des problèmes professionnels ressemblant à de vrais casse-têtes, grâce à votre approche innovante, à votre manière de raisonner différente des autres. Aussitôt, vous disposerez d'une meilleure considération dans votre activité.

Vous aurez des idées très déterminées sur le meilleur moyen de faire fructifier votre argent. Mais afin d'éviter tout faux pas entraînant de mauvaises surprises, demandez conseil à des spécialistes, même si vous pensez être performant dans ce domaine.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les grands changements qui sont dans l'air depuis quelques semaines se font de plus en plus proches si ce n'est déjà fait pour certains d'entre vous. Ils vous obligeront à revoir vos priorités afin de vous adapter au mieux à ce qui vous perturbe par ailleurs...

Les rétrogradations planétaires troublent votre jugement. Il serait préférable de ne pas vous engager dans des dépenses ou dans des placements sans avoir vérifié que toutes les garanties soient notées noir sur blanc !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Déterminé, Pluton dans votre signe vous apportera l'endurance d'aller au bout de vos objectifs. Que vous soyez en activité ou en recherche, vous multipliez les démarches pour atteindre le but fixé, surtout si celui-ci est ambitieux. Et vous réussirez !

Ce n'est pas parce que tout va bien que vous pouvez vous permettre de faire n'importe quoi. Laissez votre carte bancaire chez vous aujourd'hui pour éviter de craquer devant les vitrines ou sur les sites de ventes privées. Ça vous évitera de regretter amèrement vos achats.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une évolution importante arrive. Elle marque le début d'une réalisation attendue depuis longtemps. Votre personnalité conquérante revient et grâce à ce nouvel état d'esprit, vous abordez la suite de votre carrière professionnelle avec lucidité.

Vous pourriez fantasmer sur l'envie de gagner plus d'argent qu'auparavant. Ce désir entraîne un sentiment de frustration. Penser à l'argent vous rend un peu nerveux. Limiter vos sorties peut faire partie des concessions immédiates pour garder du budget.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez l'impression que l'on tentera de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds ou que l'on se fiche de vous. Vous aurez besoin de tirer l'affaire au clair avant de décider de l'attitude à adopter une fois que vous connaîtrez la vérité.

La situation ne sera pas si négative malgré la difficulté à disposer des moyens financiers dont vous aurez besoin à l'instant T. Vous devrez avoir une montre à la main pour respecter le timing, une calculatrice dans l'autre pour organiser votre gestion.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP